



LA LETTRE DE L'INTELLIGENCE ECONOMIQUE DU MINISTERE DE L'INTERIEUR

MISSION INTELLIGENCE ECONOMIQUE – SHFD

REVUE DE PRESSE

NUMERIQUE : LES PME INCITEES A ACCELERER, Les Échos, 29 juillet 2016.

Seuls 15,8 % des PME françaises vendaient en ligne en 2015, plaçant la France, sur ce sujet, au 13ème rang des pays européens.

Pour la secrétaire d'État chargée du commerce et de l'artisanat, Martine PINVILLE, il est urgent de rattraper ce retard dans le domaine du numérique, « vecteur de compétitivité incontournable », pour s'adapter aux nouveaux modes de consommation.

Constat relayé par Axelle LEMAIRE, secrétaire d'État chargée du numérique, pour qui les PME doivent « vaincre l'appréhension initiale ». Selon elle, « il en va de la quasi-survie d'un modèle économique français reposant sur les territoires, le local » et un réseau de commerces indépendants.

En octobre prochain, le Conseil national du numérique doit rendre au Gouvernement son « plan d'action pour la transformation numérique des petites et moyennes entreprises ».

Cinq « phases de construction » ont été dégagées : développement d'une aide financière régionale pour les PME, constitution d'un réseau d'ambassadeurs du numérique, création d'une plate-forme de ressources personnalisables pour s'initier au commerce en ligne, mutualisation pour favoriser l'accès des PME aux compétences numériques incontournables et développement d'une réflexion autour de « l'e-internalisation » (vente en ligne sur des marchés internationaux).

L'AFD va se rapprocher des entreprises françaises, Les Echos, 1^{er} septembre 2016.

Invité à l'université d'été du MEDEF, le directeur général de l'Agence française de développement (AFD) a affirmé sa volonté de renforcer ses liens avec le monde de l'entreprise. Les pays en développement peuvent en effet représenter de nouveaux marchés pour les PME et TPE françaises. Une tournée des régions, des rencontres avec des élus, ONG, chefs d'entreprises sont prévues afin de mieux faire connaître les activités de cet acteur du développement et les opportunités qu'il représente. En effet, il peut notamment favoriser l'implantation d'entreprises françaises à l'étranger. Selon son directeur, « *par la connaissance de l'économie du pays, les actions de développement des filières agricoles locales, les interventions dans la formation professionnelle, ou l'entreprenariat social, (l'agence) peut accompagner les projets des entreprises* », en Afrique notamment. Dans ce cadre, l'AFD devrait présenter sa nouvelle stratégie à l'horizon 2020 à la fin de l'année, incluant notamment un travail en étroite collaboration avec BpiFrance.

TERRES AGRICOLES EN FRANCE : L'APPETIT DES INVESTISSEURS CHINOIS, France 24, interview réalisée par Ali LAIDI, 11 août 2016.

Les investisseurs chinois s'intéressent aux campagnes françaises. Une entreprise chinoise a acheté plus de 2000 hectares dans le Berry en toute discrétion. Les enjeux de cette tendance sont décryptés dans une interview d'Emmanuel Hyst, président de la Fédération nationale des Safer (Sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural), sur France 24.

POUR EN SAVOIR PLUS... <http://www.france24.com/fr/20160811-entretien-intelligence-economique-emmanuel-hyst-safer-chine-agriculture-france>

LES EUROPEENS VEULENT PLUS DE RECIPROCITE AVEC LA CHINE, Les échos, 2 septembre 2016.

Alors que les investissements chinois en Europe ne cessent de croître (+44 % en 2015), les entreprises européennes dénoncent les restrictions qui leur sont imposées en Chine.

Selon la Chambre de commerce de l'UE en Chine, ce manque de réciprocité tend à devenir inacceptable et pourrait « attiser le ressentiment populaire et les tentations protectionnistes » en Europe.

EN BREF

IRAN – ouverture du marché aux TPE - PME

Face aux difficultés rencontrées par les entreprises françaises pour s'implanter sur ce nouveau marché, le MEDEF ouvrira fin septembre un Centre français des affaires à Téhéran afin d'accompagner les grands groupes mais également les TPE et PME désireuses de pénétrer le marché iranien.

OPINION - DEBATS

LOBBYING EN FRANCE : les effets pervers de la loi Sapin, par Alain JUILLET, président de l'Académie de l'intelligence économique et Olivier LE PICARD, cofondateur et ancien Président de l'association française des conseils en lobbying, *Les Échos*, 6 septembre 2016.

Le projet de loi Sapin 2 prévoit de reconnaître le caractère indispensable du lobbying. Encadré par des règles strictes, il doit permettre aux décideurs publics de prendre en compte les réalités, contraintes et aléas que connaissent les entreprises.

L'article 13 doit créer un « registre public » géré par la Haute autorité de la transparence de la vie publique (HATVP) recensant tous les groupes d'intérêts (entreprises, fédérations, lobbyistes, syndicats, etc). Ces derniers seront soumis à des obligations déclaratives « au risque, en l'état du projet de mettre sur la place publique des informations confidentielles et sensibles ».

Juillet et Le Picard souligne notamment le risque d'exposer des informations stratégiques au profit d'intérêts étrangers.

POUR EN SAVOIR PLUS... <http://www.lesechos.fr/idees-debats/editos-analyses/0211243612918-lobbying-en-france-les-effets-pervers-de-la-loi-sapin-2024822.php>

À LA RENCONTRE DES ENTREPRISES

La CCI Normandie a élaboré, en collaboration avec la DGSI, la gendarmerie et les services locaux de police judiciaire, une vidéo de sensibilisation simple et efficace sur la sécurité numérique, à destination des entreprises.

Un exemple de bonne pratique à diffuser largement ...

<https://www.ccirezo-normandie.fr/actualite/116755-8-conseils-pour-reduire-les-risques-de-piratage-informatique-de-votre-entreprise>

Elle est également disponible grâce au lien Youtube suivant :

<https://www.youtube.com/watch?v=TiGRg4cZ5BY>

